

Discours d'ouverture de Chaynesse Khirouni,
Présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle



Seul le prononcé fait foi.

Cher·e·s collègues,

Vous connaissez l'importance particulière de cette session.

Le vote du budget constitue un **acte politique essentiel**, traduisant les orientations en actes, déterminant ainsi **la Meurthe-et-Moselle que nous souhaitons** dessiner pour les mois et années à venir.

Après le débat d'orientations budgétaires, mais surtout le très important travail préparatoire qui l'a précédé, je veux commencer mon propos en remerciant toutes celles et tous ceux, au sein de nos services, qui ont contribué à élaborer ces propositions.

Des propositions qui nous permettent aujourd'hui de présenter **un budget qui, non seulement, préserve, mais renforce notre intervention au service de nos territoires et de leurs habitants.**

Des remerciements chaleureux que j'élargis à l'ensemble des agentes et agents du Département, garant du service public.

Ce projet de budget pour 2024, que nous présentera l'ensemble des membres de l'Exécutif, au premier rang desquels notre collègue, Vice-président aux finances, Pascal Schneider, ce mercredi, s'inscrit pourtant dans un **contexte extrêmement difficile**.

Celui de **tensions économiques et sociales qui restent fortes**, entre activité économique en berne, inflation qui demeure élevée et fractures sociales devenues béantes, en France comme en Europe.

Celui aussi d'un **environnement international marqué de violents conflits**, en Ukraine, au Moyen-Orient, au Haut-Karabakh mais également en Afrique et dans la péninsule arabique, **des conflits qui trouvent un écho au sein même de nos frontières**.

Celui enfin d'une **crise démocratique profonde, une crise qui vient de loin et s'aggrave**, à mesure que sont imposées des réformes rejetées massivement, à force d'usage du 49.3, à mesure de concessions à la tentation du repli sur soi, à force de compromissions avec la tentation du rejet de l'autre...

Nous avons souvent montré, à travers les débats au sein de notre assemblée, que **des élus qui n'ont pas les mêmes convictions peuvent débattre avec hauteur de vue**, sans pugilat ni invective, et exprimer leurs désaccords avec respect.

Nous avons souvent montré que des élus de sensibilités différentes peuvent aussi se retrouver autour de projets ou d'initiatives mais aussi se rassembler au service de valeurs républicaines que nous avons en partage.

Je forme le vœu que nous nous attachions collectivement à préserver cette dignité dans nos débats, cette capacité à dépasser nos divergences qui n'amoindrit en rien la force de nos convictions, et me paraît d'autant plus importante à l'heure où notre société est traversée de tensions d'une particulière gravité.

Les inquiétudes autour de notre cohésion prennent, avec la succession de crises que nous connaissons, une ampleur particulière.

Montée des inégalités, augmentation de la pauvreté... **Une part croissante de la population appréhende un déclassement – voire subit un déclassement**. Et ceux-ci sur tous les territoires : quartier politique de la ville, territoires ruraux, campagnes, villages, villes, métropoles.

Un décrochage qui nous oblige à **repenser nos politiques publiques de solidarités**.

Notre capacité à nous réinventer et garantir la présence constante, déterminée, quotidienne, de notre service public départemental sur l'ensemble des territoires de

Meurthe-et-Moselle est attendue.

Ce projet de budget pour 2024 ne peut bien sûr s'abstraire de l'état dans lequel sont pris les Départements, entre l'augmentation des dépenses de solidarité et l'effondrement des droits de mutation à titre onéreux, le tout alors que nous avons perdu toute maîtrise de nos recettes.

Petit à petit, de la suppression de l'ensemble des leviers fiscaux à la multiplication des appels à projets en passant par l'encadrement d'indicateurs imposés, l'action des collectivités est empêchée, leur identité politique gommée, les spécificités territoriales oubliées...

Nous ne disons pas pour autant que les choses sont simples. Je ne porte pas pour autant un regard manichéen. L'Etat n'est pas coupable de tous les maux.

Se pose néanmoins une question de fond qu'il nous faudra trancher; **celle de la décentralisation que nous voulons.**

Et je plaide pour que les collectivités retrouvent la maîtrise de leurs trajectoires budgétaires, c'est-à-dire leur autonomie, une autonomie qui va naturellement de pair avec les responsabilités.

Au premier rang desquelles celle d'assumer les conséquences de leurs choix sans tout attendre de l'Etat. Et, réciproquement, que l'Etat assume ses responsabilités sans chercher à en transférer la charge sur les collectivités, alors même que son premier représentant critique vertement la confusion et la dilution des responsabilités. Vous le savez, le fameux mille-feuille territorial.

Je rappelle que pour 2024 le reste à charge dû par l'Etat en termes d'allocations d'insertion et de solidarités représente plus de 116 millions d'euros ; et je ne parle pas du cumul. 116 millions d'euros, c'est plus de 8 millions d'euros par rapport à 2023.

Autre illustration : les **dernières discussions portant sur le rétablissement d'une liaison ferroviaire directe de la Lorraine vers le sud de la France.**

Alors même que l'Etat reconnaît son intérêt national, il demande dans le même temps à des Départements et Métropoles, dont ce n'est aucunement la compétence, de financer son exploitation.

Une facture à 33,8 millions d'euros, excusez du peu ! Mais nous poursuivons le dialogue

pour trouver une issue positive pour toutes les parties prenantes.

Concernant l'Etat, tout n'est pas négatif. Je le disais. Je retiens quelques avancées à l'image des discussions menées dans le cadre du comité des financeurs, qui réunit Gouvernement et Départements depuis le milieu d'année 2022, pour consolider les financements de la politique autonomie.

Preuve que nos engagements nationaux, tant au sein du Comité des financeurs qu'au sein de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, **portent petit à petit leurs fruits**. Et je continue donc à réitérer la nécessité d'une loi « bien vieillir », une loi tant attendue par tous les acteurs et partenaires œuvrant dans le champ du vieillissement.

Malgré de telles difficultés, mais aussi et surtout les profondes incertitudes auxquelles nous faisons face, **le projet de budget pour 2024 qui vous est soumis maintient un cap résolument volontariste**.

En cohérence avec les orientations budgétaires débattues en novembre, il se veut la **prolongation d'un engagement qui place la solidarité et la soutenabilité de nos modes de vie en son cœur - tout en préservant les équilibres garants de la pérennité de notre action**.

Expérimenter, innover, investir.

C'est à partir de ce triptyque que nous avons construit ce budget 2024, troisième budget présenté par notre majorité.

Et ces engagements, nous pouvons les porter aujourd'hui grâce à la responsabilité dont celles et ceux qui nous ont précédé ont fait preuve.

Il importe de le rappeler.

C'est grâce à cette situation financière saine que nous pouvons vous proposer de **porter notre effort d'investissement à près de 122 M€, en augmentation de 22% par rapport à cette année** - qui avait déjà vu une augmentation significative.

Et j'espère que **toutes et tous au sein de cette assemblée sauront le reconnaître et le saluer avec la même force qu'elles et ils ont pu le souhaiter précédemment**.

Le budget que nous présentons repose ainsi sur des choix assumés :

- Celui de donner une **traduction concrète et ambitieuse à notre engagement en faveur de la bifurcation écologique** ;
- **Celui de défendre les solidarités, humaines et territoriales, et de permettre à chacune et chacun d'accéder à ses droits**, notamment sociaux, des droits constitutifs de notre citoyenneté ;
- **Celui d'offrir notre confiance, enfin, à la génération qui vient, avec une priorité marquée donnée à la jeunesse.**

Expérimenter, innover, investir, d'abord, face à un des principaux - si ce n'est le principal défi - de notre siècle : celui de la transition écologique face au dérèglement climatique.

C'est une nécessité de préservation du vivant à laquelle il nous faut aujourd'hui répondre, qu'il s'agisse de protection de la biodiversité à travers nos espaces naturels sensibles comme de la poursuite de nos engagements en faveur de l'efficacité énergétique et des mobilités douces à travers notre plan vélo. J'attends d'ailleurs un accompagnement de l'État à la hauteur de notre ambition concernant le plan vélo.

Nous poursuivrons notre politique d'exemplarité en investissant massivement dans **la rénovation et la transformation de notre propre patrimoine, à commencer par nos collèges**, auxquels nous consacrerons près de **25 millions d'euros l'an prochain.**

2024 verra également le **déploiement de panneaux photovoltaïques dédiés à notre propre consommation**, notamment sur l'hôtel du Département, la confirmation de **l'accélération du renouvellement de notre flotte de véhicules**, au profit notamment de motorisations plus propres mais également par l'acquisition de vélos électriques ou encore notre **participation à la préservation de lignes ferroviaires dédiées au fret**, prévenant le report de poids-lourds sur nos routes et dans nos villes et villages.

Cette année sera par ailleurs marquée par la **finalisation des travaux de la Cité des paysages**, outil départemental dédié à l'éducation à l'environnement, un chantier qui s'est avéré extraordinairement complexe et qui touche aujourd'hui à son terme.

Répondre à cette nécessité de préservation du vivant, c'est aussi un **soutien renforcé aux acteurs qui façonnent, au quotidien, nos modes de vie : le monde agricole**, avec lequel nous nous attachons à permettre à toutes et tous de consommer des produits durables et locaux, **le monde économique** au travers de l'économie sociale et solidaire, une économie créatrice d'emplois non délocalisables, avec un Village des Solutions de Demain qui a, à nouveau, rencontré un franc succès pour sa deuxième année d'édition.

Lutter contre le dérèglement climatique donc, de toutes nos forces, mais aussi nous adapter à ses conséquences qui sont d'ores et déjà une réalité.

Nos sapeurs-pompiers jouent en cela un rôle essentiel. **Soldats du feu et désormais vigies du climat, ils sont les premiers témoins des bouleversements à l'œuvre.**

Nous prévoyons le **doublé de notre soutien en investissement**, à hauteur de **2 millions d'euros**, pour accompagner notre Service Départemental d'Incendie et de Secours dans son **ambitieux plan de construction et de rénovation des casernements, confortant un maillage territorial de proximité, comme de renouvellement de sa flotte d'intervention**, auquel s'ajoute notre participation en fonctionnement à hauteur de plus de 23 millions d'euros.

Expérimenter, innover, investir également au travers de l'importance que notre majorité accorde à la promesse de cohésion qui fonde notre pacte républicain.

C'est notre contrat social que nous entendons garantir lorsque nous augmentons le budget de l'autonomie de près de 10 millions d'euros afin de répondre aux besoins de nos aînés comme des personnes en situation de handicap.

C'est cette même promesse que nous voulons porter en inscrivant la lutte contre le non-recours et pour l'accès aux droits au rang de priorité, avec le déploiement de l'expérimentation Territoires Zéro Non-Recours sur le territoire du Grand Nancy, une expérimentation que je souhaite élargir dès que possible à d'autres territoires volontaires.

L'habitat et le logement est également un enjeu majeur car recouvrant non seulement des besoins fondamentaux de tout un chacun mais également un enjeu de dignité.

Nous consacrerons plus de dix millions d'euros en soutien à des opérations de rénovation de l'habitat public et privé.

C'est également dans ce cadre que **notre majorité a souhaité s'impliquer en faveur de l'égalité femme-homme** et des luttes contre les violences faites aux femmes et aux enfants.

Cet engagement, nous l'avons traduit par la **création, en partenariat avec la Ville de Nancy, d'une Maison des Femmes, qui ouvrira ses portes en 2025.**

Et je tiens à ce que nous le traduisions également par un plan d'action au sein des services du Département, dans ses collèges, afin de lutter pied-à-pied contre les violences sexistes et sexuelles.

Comme vous pouvez le constater, le projet de budget pour 2024 que nous vous proposons témoigne de la présence solidaire du Département tout au long de la vie, et tout particulièrement auprès des plus fragiles.

Il en va de même avec chacun de nos territoires.

Nous consacrerons l'an prochain près de 7 millions d'euros supplémentaires à l'entretien des routes et ouvrages d'art départementaux, avec une priorité donnée à la sécurité des usagers, et poursuivrons notre appui aux projets territoriaux avec près de **14 millions d'euros en investissement et plus de 4 M€ en fonctionnement. Communes, intercommunalités, associations, des partenaires essentielles pour la cohésion de nos territoires. Le Département sera évidemment à leurs côtés.**

Et parce que nous aimons nos territoires, nous entendons les mettre davantage en valeur et les faire connaître de tous : nous engagerons une **stratégie de valorisation renouvelée** pour faire découvrir ou redécouvrir les richesses, les savoir-faire qui caractérisent la Meurthe-et-Moselle.

A commencer par le **château de Lunéville** qui verra la **fin des travaux de l'escalier Nord, la poursuite d'une politique d'acquisition volontariste qui a nous permis de ramener à Lunéville des œuvres uniques** ces dernières années ou encore la

préparation des travaux majeurs à venir, du corps central au Parc des bosquets en passant par les cours.

Pour préserver notre pacte républicain et honorer la promesse de cohésion que nous portons pour la Meurthe-et-Moselle, nous défendons le service public ; un service public de proximité incarné au quotidien par les agentes et agents de nos collectivités.

Après le « Ségur social », **nous nous étions engagés à corriger les injustices créées par des décisions nationales ignorant les réalités.**

C'est ce que nous avons fait tout en revalorisant le régime indemnitaire de la collectivité, dans un contexte de tensions sur le pouvoir de vivre.

L'effort est conséquent puisque ce sont pas moins de **2 millions d'euros** qui sont mobilisés, malgré une situation budgétaire difficile. Il était aussi et surtout nécessaire et légitime.

Ce projet de budget pour 2024 adresse enfin un message de confiance à la jeunesse de notre département.

Il nous faut avoir conscience que les choix que nous faisons aujourd'hui nous engagent pour les années à venir. Et que, par définition, ils engagent les générations futures. C'est pourquoi il est guidé par un impératif de responsabilité à l'égard des générations qui vont nous succéder.

D'abord, en nous attachant à ne laisser aucun de nos enfants au bord du chemin.

Nous allons ainsi porter le budget de la Protection maternelle et infantile à près de 2 millions d'euros pour permettre le lancement de nouveaux projets tels que les « crèches 1000 premiers jours ».

Le budget de l'Aide Sociale à l'Enfance progressera lui de près de 7%, pour passer à 126 millions d'euros, afin notamment de créer les places nécessaires dans nos Maisons d'Enfants et de répondre à des vulnérabilités particulières.

Ensuite, en offrant à cette jeunesse les conditions de son émancipation.

Dans le cadre scolaire, tout d'abord.

C'est évidemment la création et la rénovation de collèges avec la poursuite de notre Politique Collèges Nouvelles Générations.

2024 verra ainsi le **collège du Plateau de Haye** commencer à sortir de terre.

Un nouvel outil éducatif au service de tous les jeunes et notamment de celles et ceux issus de quartiers populaires.

C'est aussi le **maintien de la gratuité des transports scolaires et le gel de la tarification de la restauration** afin de ne pas impacter le budget des familles.

C'est encore la hausse du soutien aux projets culturels portés par les collèges, indispensables à l'épanouissement de notre jeunesse.

C'est enfin l'envoi d'un message fort, celui d'une confiance dans son potentiel, dans la capacité de chacune et chacun de bâtir son projet de vie, avec le lancement de l'expérimentation d'un revenu d'émancipation jeune.

Toutes ces illustrations, et j'aurais bien sûr pu en évoquer d'autres, montrent que notre majorité est à l'offensive.

Le contexte est bien sûr difficile, il est aussi extraordinairement incertain, **mais je nous invite à un optimisme résolu, un optimisme de conviction qui doit nous conduire à trouver de nouvelles manières d'agir, plus efficaces, plus adaptées aux besoins et attentes de nos concitoyens et concitoyennes**, plus adaptées à un monde sans cesse en bouleversement.

Je vous remercie.